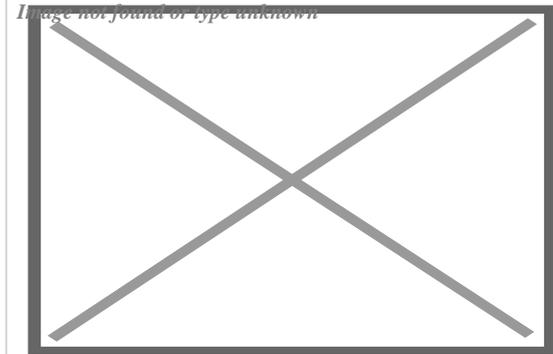


Le gouvernement américain a débloqué des fonds millionnaires pour financer des plans contre Cuba (+Photo)

Image not found or type unknown



La Havane, 24 mars (RHC) Les autorités des États-Unis ont approuvé plus de 50 millions de dollars pour des actions subversives à Cuba, en mettant l'accent sur les campagnes de manipulation médiatique, a rapporté dimanche le portail web Cubadebate.

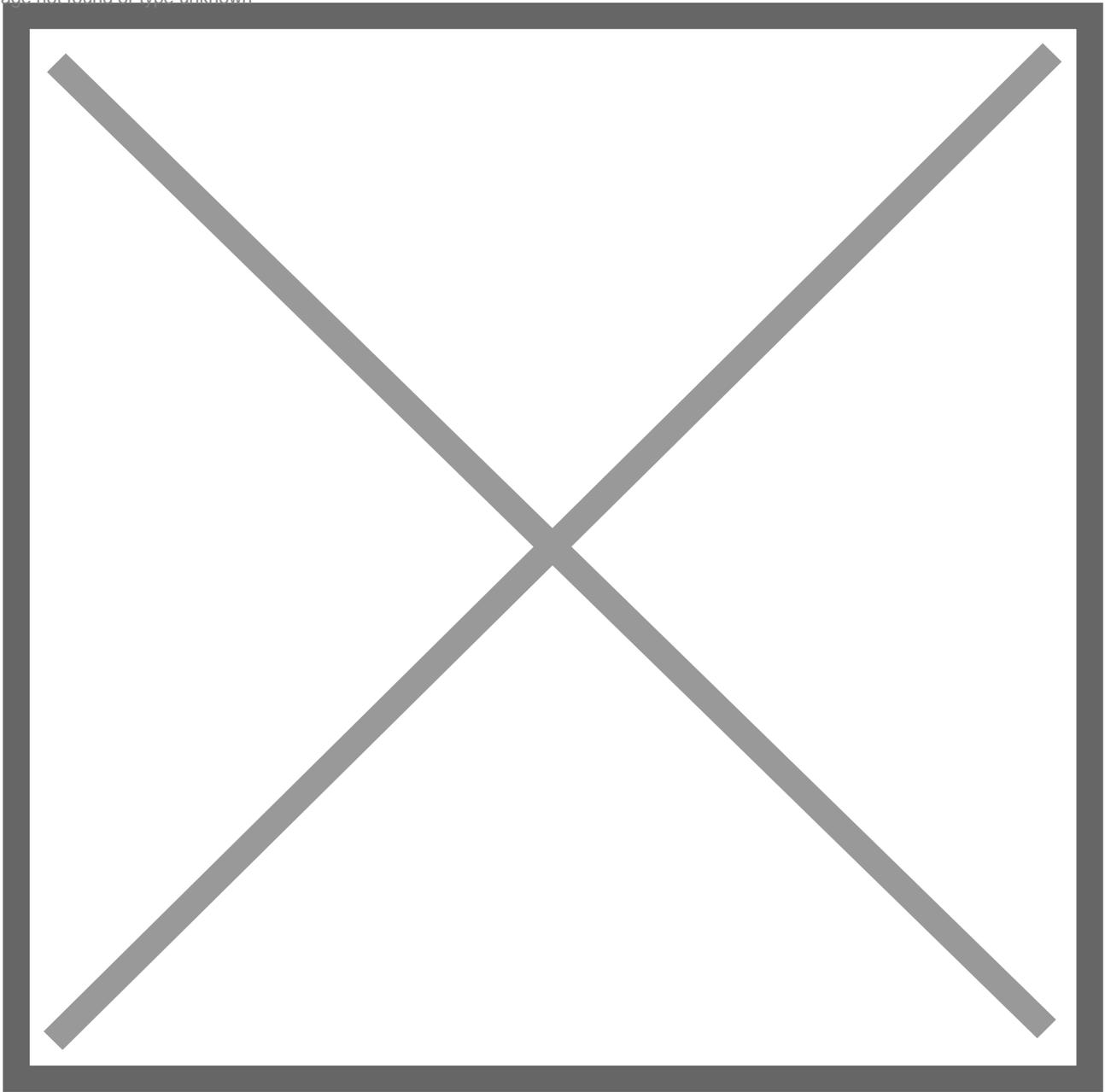
Sous le titre « Blocus et subversion contre Cuba : amendes aux banques et plus de 50 millions pour programmes interventionnistes », le directeur de la publication, Randy Alonso, a commenté certaines des mesures les plus récentes de la politique de Washington contre l'île.

"Le vendredi 22 mars, la mafia anticubaine à la Chambre des Représentants a réussi à introduire les nouveaux fonds dans une résolution qui autorise le financement de 1,2 milliard de dollars pour soutenir les opérations de certains secteurs du gouvernement américain", a expliqué le même responsable. Directeur IDÉES Multimédia.

Selon un communiqué de presse publié par le bureau du député anticubain Mario Díaz-Balart, le règlement prévoit 25 millions de dollars pour des programmes visant à « promouvoir la démocratie à Cuba » ; Ce montant représente une augmentation de 25 pour cent par rapport à 2023, a expliqué Alonso.

L'analyste a souligné que ces programmes visent fondamentalement à développer des actions subversives contre l'île et des « campagnes de manipulation » aux États-Unis et dans le reste du monde.

Image not found or type unknown

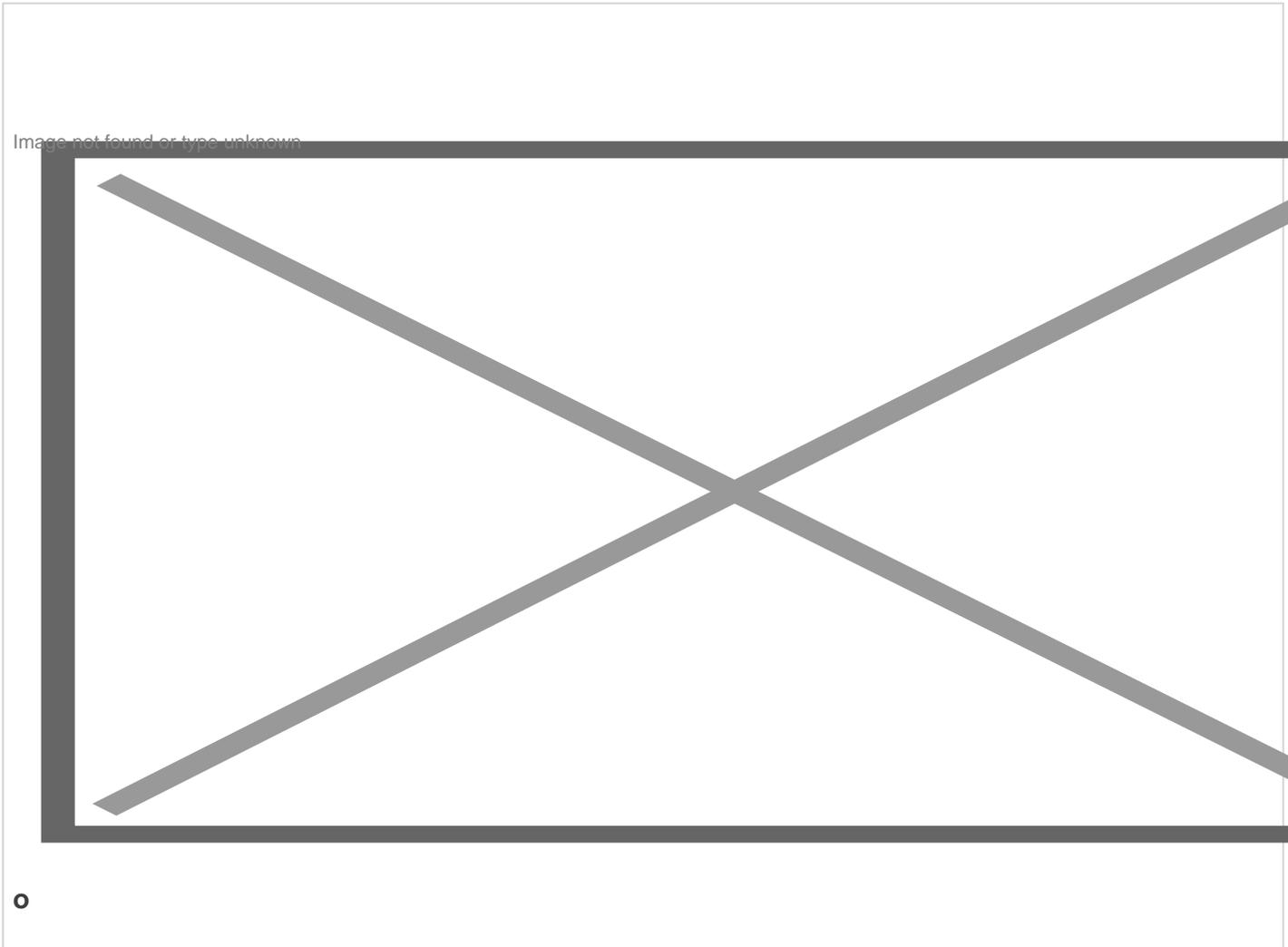


"Par l'intermédiaire du Département d'État, de la NED et de l'USAID, ils financent généreusement les organisations de lobby anticubain en Floride et ailleurs, et versent leur allocation aux mercenaires qu'ils ont à Cuba", a ajouté l'expert.

Il a indiqué qu'une partie de ce financement est utilisée pour entretenir la machine médiatique anticubaine et les agitateurs des médias sociaux qui ont été encouragés au cours des dix dernières années « dans le but exprès d'influencer, de générer des récits manipulés et de semer la confusion dans l'opinion publique cubaine ».

Dans le même but, la proposition législative signée par la Chambre nord-américaine alloue 25 millions pour le travail 2024 du Bureau de radiodiffusion de Cuba, chargé de Radio et TV Martí, ce qui représente une augmentation notable par rapport aux 13 millions du dernier exercice financier. . . , a-t-il souligné.

En outre, un montant supplémentaire « non précisé » est réservé au Fonds pour les technologies ouvertes afin de promouvoir les technologies qui favorisent la « liberté sur Internet » à Cuba, a prévenu Alonso.



Par ailleurs, Donald Trump, probable candidat républicain à la présidence des États-Unis en 2024, a déjà montré sa position concernant le retour de Cuba à la Maison Blanche, si avant de serrer les vis du blocus, il promet aujourd'hui d'en finir avec Cuba. le travail.

C'est du moins ainsi qu'est interprétée une vidéo publiée par Truth Social sur son réseau, faisant écho à des publications qui tentent de classer Cuba comme un État en faillite en raison de la situation de pénurie à laquelle le gouvernement des États-Unis lui-même a conduit le peuple cubain pendant plus de six décennies d'un blocus économique, commercial et financier féroce.

Avec une rhétorique arrogante et interventionniste, Trump a souligné que le leadership cubain pourrait être « changé » s'il était réélu le 5 novembre et tente de séparer son « admiration et son soutien à tout le courageux peuple cubain » du « ignoble communisme ». régime."

"Ce n'est pas facile, nous l'apprécions et nous allons changer", a déclaré l'ancien président qui, en quittant le palais exécutif sans dire au revoir à son successeur, Joe Biden, a laissé la chaudière allumée en janvier 2021 : 243 mesures qui renforcé le siège unilatéral de Washington et la désignation de Cuba

sur la liste des sponsors du terrorisme.

Bien entendu, Trump n'admet pas dans la vidéo en question que c'est ce blocus supplémentaire sous sa précédente administration (2017-2021) et la ré-inclusion dans la liste arbitraire comme ligne adoptée plus tard par Biden qui ont conduit le pays à une situation de quasi-totalité. on y trouve une suffocation.

En faisant référence aux manifestations populaires à Santiago de Cuba, l'ancien président n'a pas hésité à (dé)qualifier les autorités de l'île, à qui il imputait le fait que le peuple cubain souffre, entre autres difficultés, "d'une terrible pénurie de nourriture". et « pannes de courant ».

Trump a parlé de la demande d'aide du Programme alimentaire mondial (PAM) concernant « le lait en poudre et d'autres produits, car le pays est confronté à un manque de nourriture, de carburant et de médicaments ».

En ce sens, l'ancien président a suivi la même logique d'opération trompeuse à laquelle Cuba est soumise, qui tient la victime pour responsable de l'impact de ces mesures.

Bien que l'actuel occupant du Bureau ovale ait essentiellement suivi la politique de Trump à l'égard de Cuba, le magnat a estimé que « contrairement au corrompu Joe Biden, qui a été très faible avec les communistes, je soutiens le peuple cubain. "Il ne les soutient pas."

Dans une récente interview accordée à Prensa Latina par Johana Tablada, directrice générale adjointe de la Direction des États-Unis du ministère cubain des Affaires étrangères, elle a averti que « la plupart ou la grande majorité des mesures de pression maximale » se sont poursuivies.

Il s'agit de « mesures extrêmes et inhumaines, qui visent à empêcher l'entrée de sources de subsistance dans l'économie cubaine et dans notre population, dans le but de déstabiliser le pays et, à terme, de provoquer le renversement de notre Révolution », a souligné Tablada.

Il a ensuite rappelé qu'avec cette position, Biden "ne tient même pas sa promesse électorale de lever les mesures inhumaines qui ont affecté la famille cubaine".

L'ancien président a demandé à Cuba d'organiser des élections « libres et équitables », mais a fait valoir que les États-Unis ont également des problèmes sur ce front et que, près de quatre ans plus tard, ils continuent de prétendre sans preuve qu'ils ont gagné en 2020 et les élections lui ont été volées.

Pendant ce temps, les actions anticubaines se poursuivent au Congrès des États-Unis. Mario Díaz-Balart, membre de la Chambre des Représentants de Floride, a publié la veille dans X les points pour promouvoir la « démocratie à Cuba », qui ont reçu une augmentation de 25 pour cent.

Président de la sous-commission du Département d'État, des opérations étrangères et des programmes connexes, au sein de la commission des crédits de la Chambre, Díaz-Balart a publié une déclaration suite à l'approbation qui comprend les six projets de loi de crédits restants pour l'année fiscale 2024.

Le fait est que l'argent circulera davantage sur la base de cette démocratie conçue par Washington.

Les émissions vers Cuba de Radio et TV Martí mal nommées recevront de l'oxygène ; En outre, ils demandent de refuser les visas aux responsables des gouvernements et des organisations internationales qu'ils identifient comme liés à la coopération médicale cubaine et proposent de plus grandes restrictions financières pour le soi-disant « programme d'entrepreneurs ».

Sans aucun doute, la question de Cuba est utilisée à des fins politiques pour obtenir des avantages, des contributions et pour distribuer l'argent obtenu au fil des années, approuvé par le gouvernement des États-Unis dans sa volonté d'intervenir dans les affaires intérieures de la nation caribéenne, qu'il depuis longtemps, nous essayons d'imposer un changement de régime.

(Source : Prensa Latina)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/350467-le-gouvernement-americain-a-debloque-des-fonds-millionnaires-pour-financer-des-plans-contre-cuba-photo>



Radio Habana Cuba